

Retrouver la Bastille ;

Comment redonner une épaisseur historique à un repère chronologique de l'histoire scolaire ?

Introduction

La journée du 14 juillet et la prise de la Bastille figurent parmi les repères fondamentaux à étudier avec les élèves dans les programmes de l'enseignement secondaire. Cette date est en effet à aborder dans les programmes des classes de 4^e, de 2nde et de Terminale.

Au cours de cette communication, je m'appuierai sur les recherches que j'ai menées sur la prise et la démolition de la Bastille et sur la naissance du mythe du 14 juillet pour tenter de proposer des analyses qui permettraient de sortir de l'image d'Épinal et du simple repère chronologique. En effet certaines idées communément relayées sur le sens à donner à cette journée semblent devoir être à réévaluer.

Le 14 juillet a-t-il été un moment de violences particulier ? Quel sens donner à l'attaque de la forteresse ? S'agit-il de l'entrée du peuple en Révolution ? Cela a-t-il été vécu comme tel par les contemporains ? Comment cette date du 14 juillet a-t-elle pu devenir par la suite cette pierre de touche d'un des mythes fondateurs de notre République ? Comment la mémoire de l'événement s'est-elle écrite, et d'ailleurs, quelle date célèbre-t-on : le 14 juillet 1789 ou le 14 juillet 1790 ?

I / L'événement dans son contexte : le sens de la Bastille

En 1365, dans le contexte tumultueux de la guerre de Cent Ans, alors que la rive droite paraît insuffisamment protégée, le roi Charles V décide la construction d'une citadelle militaire. La Bastille joue alors avant tout un rôle défensif. Ce n'est qu'au XVII^e siècle, en particulier sous l'action du cardinal de Richelieu, que la Bastille devient « prison d'État ». La fonction répressive de la Bastille s'insère donc dans le système judiciaire d'Ancien Régime. La justice provient alors de la personne sacrée du Roi et le mystère qui entoure la forteresse participe pleinement à la création de sa légende et explique à la fois la fascination et l'horreur qu'elle inspire.

Or, la fin du 18^e siècle est le moment de la remise en cause du pouvoir monarchique perçu désormais comme arbitraire et despotique. La réflexion philosophique et politique d'alors entend remettre en cause de façon de plus en plus affirmée le régime absolutiste. La question du fonctionnement de la justice fait d'ailleurs l'objet de nombreux essais (Beccaria, Voltaire, Montesquieu).

Dans ce contexte, la Bastille, prison d'État où l'on enferme sur simple décision du roi (par lettres de cachet) apparaît alors comme une sorte de monstre anachronique, de moins en moins bien toléré par les Parisiens. Véritable incarnation de l'arbitraire monarchique, la forteresse charrie avec elle de nombreux fantasmes, secrets, inspirant tout à la fois fascination et horreur, comme l'illustrent de nombreux récits

antibastillonnaires¹. La forteresse essuie en effet de nombreuses critiques : en raison de ses fonctions et de son symbole certes, mais aussi en raison de son coût et de son inutilité. Cela fait d'ailleurs quelques années que l'on pense la démolir. En l'occurrence l'idée de la nécessaire disparition de la Bastille n'est pas née de la Révolution. Le 14 juillet n'est pas une rupture totale de ce point de vue.

L'emballement des événements de l'été 1789 précipitera ces projets de démolition. Le 5 mai 1789, à l'occasion de la réunion des Etats généraux, un bras de fer se joue entre Louis XVI et les représentants du tiers-état. Après une période de double jeu mené par le roi, celui-ci décide finalement la concentration des troupes autour de Paris et annonce le renvoi de son ministre Necker, favorable aux réformes, le 12 juillet. Cette nouvelle provoque une grande agitation à Paris : le peuple de la capitale entend préparer sa défense et souhaite s'armer. Les Parisiens se portent alors aux Invalides pour obtenir des armes, puis à la Bastille pour récupérer la poudre qui y est stockée.

Il n'est pas possible ici de retracer les détails des pourparlers entre le Gouverneur De Launay d'une part, chargé de la défense de la forteresse, et d'autre part la foule ou les toutes jeunes institutions représentant le peuple de Paris et la Municipalité ; cependant les hésitations des protagonistes, nombreuses et répétées, sont bien le signe d'un flou politique devenu tout à fait problématique. On ne sait plus alors réellement qui détient l'autorité légale et légitime. Ainsi la prise de la Bastille serait la marque d'un glissement de l'autorité qui se joue alors, indiquant par là même l'exaspération des Parisiens tout autant que leur niveau de maturation politique.

II / Une journée sanglante ?

Après de nombreuses hésitations sur l'attitude à adopter de la part à la fois des délégués de la Municipalité et des gardes de la prison, l'assaut est finalement lancé et Launay est arrêté et désarmé. Il est alors emmené par Hulin et Elie² jusqu'à l'Hôtel de Ville mais sur le chemin la foule lui assène plusieurs coups de baïonnettes. Une fois mort, un certain Desnot lui tranche la tête qu'il plante au bout d'une pique et la promène à travers la capitale.

Au même moment trois officiers de l'état-major et trois Invalides sont massacrés, de même que Flesselles, Prévôt des marchands de Paris, accusé depuis le matin de refuser de donner des armes au peuple, abattu d'un coup de pistolet et dont la tête est promenée, avec celle de Launay, dans les rues de Paris.

Du côté des assaillants, il est difficile de dénombrer précisément les victimes. Les relations de l'époque parlent de 30 ou 40 morts. Au total, il est possible de les estimer à une centaine, auxquels il faut ajouter 70 à 80 blessés.

Ainsi la prise de la Bastille est en réalité une émeute peu meurtrière, voire assez « ordinaire » en ces années tumultueuses de la pré-Révolution. On pourrait la comparer par exemple à l'émeute contre l'entrepreneur Réveillon, dans le même quartier trois mois auparavant. En effet, dans la journée du 27 avril alors que le

¹ Renneville, à travers sa détention fictive de 11 ans (1702-1713), dénonce tout à la fois les conditions de son emprisonnement, le secret qui entoure l'incarcération et l'absurdité d'un séjour dont on ne sait quand il prendra fin. S'inscrivant également dans ce courant de dénonciation de la Bastille, les *Mémoires* sur la Bastille publiés par Linguet en 1783 décrivent cette fois une expérience véritablement vécue.

² Hulin, directeur de la Buanderie de la Reine, à la tête d'un groupe de gardes françaises et Elie, sous-lieutenant à la tête d'une colonne de citoyens armés, prennent alors la tête des opérations et font braquer les canons directement sur la porte de la Bastille.

bruit court dans Paris que ce fabricant de papier peint souhaite baisser le salaire des ouvriers à 15 sous, 2000 à 3000 personnes se rassemblent et pillent sa maison. S'ensuit une fusillade qui oppose manifestants et forces de police au cours de laquelle jusqu'à peut-être 300 personnes sont tuées, faisant de l'émeute Réveillon une des insurrections les plus meurtrières de la période.

En outre, d'un point de vue politique, la prise de la Bastille ne revêt pas, dans l'immédiat, la profondeur de journées telles que celles de la création de l'Assemblée nationale le 17 juin 1789 ou du serment du jeu de paumes le 20 juin 1789, autant de journées dont la portée politique immédiate est bien plus évidente. C'est bien plutôt ce qui va être fait de cette journée a posteriori qui explique la postérité de l'événement.

Néanmoins, les exactions que nous venons de présenter sont particulièrement intéressantes pour qui veut étudier le changement significatif de rapport à la violence et en particulier le glissement de la violence « légitime », qui passe d'un groupe à un autre. Revenons alors sur l'affaire du boucher Desnot.

D'après le témoignage de François-Félix Desnot, le garçon cuisinier qui lui trancha la tête, c'est parce que Launay, en se débattant, lui a donné un coup aux parties que la foule, alertée par le cri du cuisinier, se rua sur lui. Il semble que le gouverneur reçut alors plusieurs coups de baïonnette et d'épée, puis des coups de pistolet qui l'achevèrent. C'est alors que Desnot lui trancha la tête, promenée ensuite dans Paris au bout d'une pique.

Il est tout à fait remarquable que Desnot, dans les jours qui suivent la mort du gouverneur, adopte une attitude des plus discrètes : loin de se considérer comme un héros, le garçon semble plutôt craindre d'être poursuivi pour son geste. Pourtant, quelques jours plus tard il comprend au contraire qu'un tel acte peut lui valoir reconnaissance et célébrité. Il entend alors devenir celui qui a libéré Paris et la France d'un tel traître, d'un tel « monstre ».

Cette volte-face est caractéristique de ce qui se joue alors. Désormais la violence populaire, la mort des ennemis et les pillages deviennent légitimes et peuvent être revendiqués. On observe d'ailleurs l'Assemblée nationale confirmer au cuisinier l'honneur de son acte.

Cet épisode illustre ainsi plus globalement le mouvement général de redéfinition des lieux et des instances de pouvoir que l'on observe alors. Ainsi, lorsque le roi accepte de porter la cocarde tricolore trois jours plus tard, le 17 juillet 1789, reconnaissant symboliquement la nouvelle souveraineté issue de l'émeute, il ordonne également que des officiers soient mis à la tête de la milice bourgeoise, légitimant de fait la prise d'armes par le peuple. De plus, en donnant l'ordre aux troupes stationnées autour de Paris de se retirer, Louis XVI accède à la demande des députés du Tiers Etat et confirme la nouvelle autorité incarnée par l'Assemblée nationale reconnue déjà juridiquement le 17 juin.

III / Les « acteurs » de la prise de la Bastille et de sa démolition

La prise de la Bastille apparaît il est vrai comme le moment de la prise de parole du peuple et de son entrée sur la scène politique. En effet, les ouvriers du faubourg Saint-Antoine jouent une part importante dans le déroulement des événements, confirmant ainsi la réputation d'un faubourg populaire très réactif qui, avec le faubourg Saint Marcel au sud de Paris, est fort rapide à organiser les émeutes.

Ajoutons à ce groupe ouvrier la participation des Gardes françaises. En effet, ces soldats ont joué un rôle crucial dans le déroulement de l'attaque en apportant aux émeutiers les canons qui leur manquaient. Cette participation des Gardes n'est pas pour autant une nouveauté. Lors des incendies aux barrières d'octroi qui se sont multipliés quelques jours plus tôt dans la capitale on a pu observer des cas de fraternisation des Gardes françaises avec les émeutiers, ce qui a en partie orienté la décision de Louis XVI de faire appel à des troupes suisses pour défendre Versailles pendant l'été 1789...

L'épisode de la prise de la Bastille permet donc d'illustrer l'idée d'une entrée du peuple en Révolution et dans la vie politique en général et constitue un indice du degré accru de politisation des Parisiens ; il est possible cependant d'aller plus loin encore, à travers l'étude d'un épisode essentiel dans l'histoire de la forteresse : celui de sa démolition et plus précisément celui de l'adjudication du chantier à l'hiver 1789.

Dès le 14 juillet au soir, le maître-maçon et entrepreneur en bâtiments Pierre-François Palloy fait venir plusieurs dizaines d'ouvriers pour commencer la démolition de la forteresse. En quelques jours, ce sont près de 1000 ouvriers qui se rendent quotidiennement sur le site, jusqu'au mois de mai 1791, date à laquelle le chantier est officiellement terminé.

Dans les premiers temps des travaux de démolition, le chantier de la Bastille appartient à la Municipalité, qui en a nommé Palloy inspecteur général. La démolition présentant un coût jugé trop important, la Municipalité décide de s'en débarrasser par une adjudication au rabais. Afin d'éviter que le chantier ne soit racheté par un particulier qui pourrait les mettre au chômage, les ouvriers s'organisent et nomment parmi eux un délégué chargé d'emporter l'adjudication. Le 22 décembre 1789, le porte-parole des ouvriers, Rogier, tailleur de pierre, emporte le chantier pour une somme de 28 000 livres. N'ayant cependant pas de procuration légale, Rogier est débouté et le marché est cassé le 25 janvier 1790. Palloy reste alors le seul entrepreneur, et rien n'est changé.

Cet épisode précis invite à plusieurs analyses. D'une part il rend compte d'une démarche qui témoigne d'une conscience collective revendicatrice. Les ouvriers ne craignent pas la complexité administrative de l'adjudication, ni la nécessité de répondre à des engagements pécuniaires considérables. Par ailleurs, bien loin des « émotions » médiévales, cet épisode nous rapproche d'un comportement caractéristique d'une conscience sociale, voire politique, nouvelle : les ouvriers savent puiser dans les références proposées par le nouveau régime. S'inspirant des événements de juillet et d'août 1789, ils invoquent le droit de s'assembler et utilisent les promesses de la Révolution pour atteindre, paradoxalement, des objectifs corporatistes classiques.

Les maîtres ne veulent pourtant y voir que les « cabales » traditionnelles qu'ils ont toujours dénoncées. A ce titre, l'épisode « raté » de l'adjudication du chantier au profit d'un délégué des ouvriers rappellerait la résistance des autorités traditionnelles.

Se retrouvent donc ici les « nouveautés », mais aussi les limites de la Révolution de 1789, qui, tout en revendiquant la table rase et la « régénérescence » de la société, tient néanmoins à maintenir une société hiérarchisée, respectueuse d'un modèle social et politique traditionnel.

Enfin, de nouveaux personnages prennent la parole à l'occasion de ce chantier, à commencer par son responsable, Pierre-François Palloy, qui « envahit » à proprement parler l'espace public en mettant en scène son rôle de démolisseur et en faisant de son chantier l'épisode incontournable de la Révolution en train de s'écrire¹. Afin de comprendre le phénomène de création du souvenir de la Bastille, il convient ici de revenir sur le chantier et ses enjeux mémoriels.

IV / La matérialité du souvenir

Revenons brièvement sur le personnage de Palloy. Maître-maçon et entrepreneur en bâtiments, celui-ci est à la tête d'une fortune immobilière considérable. Son métier d'entrepreneur en maçonnerie lui procure en outre une forte assise sociale qui amène les autorités à se tourner vers lui lors de la commande de nombreux chantiers. Paradigme du « second couteau » de la société d'Ancien Régime, Palloy ne tient aucune charge ou fonction politique officielle. Sa prise de parole sur la scène publique relève donc de ressorts différents : son assise financière, ses réseaux privés et, surtout, à partir de l'été 1789 : son chantier...

Cette assise financière et sociale forte va lui permettre d'initier de façon spectaculaire le chantier, en envoyant dès le 14 juillet au soir, sans autorisation aucune de la part de la Municipalité, des centaines d'ouvriers sur la forteresse avec pour mission de la démolir. Il s'agit là d'un chantier d'une ampleur exceptionnelle, qui dure 96 semaines, employant en moyenne 803 personnes par jour et provoquant une transformation certaine de l'organisation et de la vie quotidienne du quartier.

Très rapidement, Palloy entend prendre en charge ce chantier et le mettre en valeur. Une réelle stratégie de communication et de publicité naît alors sous nos yeux. En direct devant nous, Palloy crée le mythe de la Bastille, écrit une première histoire et une première mémoire de la Révolution française, par l'intermédiaire de discours mais aussi d'objets de diverses sortes, véritables supports matériels de son discours politique et mémoriel.

Ainsi, dès la nuit du 14 au 15 juillet 1789, le chantier devient l'endroit qui va servir de base à l'écriture de la Révolution. Pour comprendre ce processus, il faut d'abord souligner le vif succès que connaît le chantier de la Bastille. Les visites organisées s'y succèdent où l'on reconnaît des figures célèbres telles que celles de Mirabeau ou Beaumarchais. Le site de la Bastille devient alors rapidement le lieu de promenades où chacun peut se vanter de participer à la démolition de ce monstre du despotisme.

Palloy participe activement à cette orchestration de la célébrité de ce qui apparaît comme « son » œuvre et organise lui-même des processions afin d'alimenter ce succès. Par ses fêtes, ses cérémonies, ses multiples discours publics, Palloy apparaît comme une figure incontournable et omniprésente du théâtre politique et culturel parisien, comme en témoignent par exemple les bals qu'il organise sur les ruines de la Bastille, devenu lieu d'une nouvelle sociabilité urbaine patriotique ou les diverses célébrations où l'on promène des reliques de la prison. Ainsi, le 14 août 1789, 500 ouvriers se rendent au Palais-Royal pour y promener, comme des trophées, trente-sept boulets trouvés dans un des murs de la Bastille ; ou encore le 22 février

¹Sur la question du parcours de Palloy et de son omniprésence sur la scène publique, voir BOCHER Héloïse, *Démolir la Bastille. L'édification d'un lieu de mémoire*, Vendémiaire, 2012.

1790, Palloy organise une procession des ouvriers du chantier jusqu'à l'Hôtel de Ville, à l'occasion de laquelle un modèle de la Bastille sculpté dans une pierre de la forteresse porté en triomphe.

Palloy tient clairement à associer à ses initiatives festives un support matériel, relai de ses commémorations. Véritables reliques patriotiques, boutons, encriers creusés dans les déchets de la forteresse, jeux de cartes et de dominos assurent la publicité d'une véritable boutique de souvenirs qu'il entend relayer auprès des plus hautes sphères politiques.

Palloy a ainsi conçu une poupée destinée à la fille du roi, Marie-Thérèse, dont on fête le treizième anniversaire en 1791, fabriquée à partir des rideaux de la chambre du gouverneur De Launay. On le voit également offrir au Dauphin pour les étrennes de la même année un jeu de dominos taillé dans le marbre de la cheminée du même gouverneur.

Parmi les objets les plus célèbres figurent les maquettes de la Bastille, modèles réduits de la prison, que le démolisseur décide de diffuser dans tous les départements de France, ou encore les plaques de pierres présentant le plan de la Bastille, distribuées dans les 244 districts. Mentionnons également la production et la diffusion d'environ 25 000 médailles conçues par Palloy.

A chaque fois, la nature du matériau utilisé constitue un enjeu de premier ordre : Palloy insiste sans cesse sur l'origine du métal qu'il emploie, provenant des ruines de la Bastille. A l'occasion de la conception de ces médailles, le démolisseur participe activement à la création d'un champ iconographique et lexical inédit. Une fois encore l'objet est au cœur de la création du sens et dépasse largement la fonction de simple illustration ou de « souvenir ».

V/ La Bastille au cœur des enjeux mémoriels et patrimoniaux

Le sens à donner au site de l'ancienne Bastille et à la date même du 14 juillet devient immédiatement un enjeu de première importance.

Le 14 juillet 1790, se tient sur le Champ-de-Mars la « Fête de la Fédération », célébrant le premier anniversaire de cette fameuse journée de l'été 1789. Or quel sens donner à cette journée d'insurrection populaire ? Comment concilier un tel événement avec la recherche d'apaisement contenue dans la célébration de l'unité du peuple avec son roi ? Ce n'est donc pas tant l'attaque de la Bastille qui est célébrée que l'unité des Français derrière leur monarque... Les festivités d'ailleurs, significativement, ne se déroulent pas sur la place de la Bastille mais au Champ-de-Mars, marquant dans l'espace cette disjonction fondamentale. En 1791, à nouveau, la cérémonie officielle du 14 juillet se déroule au Champ-de-Mars. La Bastille est alors reléguée en quelque sorte à un rôle secondaire, consacrée quelques jours plus tôt au cortège des cendres de Voltaire.

Pendant ces deux années, des projets d'édifices sont proposés pour la place. Palloy soumet l'idée de l'édification d'une colonne portant une statue de la Liberté. Celle-ci, posée sur un piédestal conçu comme un rocher bâti à partir des débris de la Bastille, se voit flanquée de deux fontaines. La proposition de Palloy remportera les suffrages de l'Assemblée le 16 juin 1792.

Cette même année, bien qu'à nouveau la commémoration du 14 juillet se joue sur le Champ-de-Mars, un banquet est néanmoins organisé sur la place de la Bastille quelques jours plus tard. Puis les événements de 1793 remettent en quelque sorte au goût du jour l'insurrection originelle de 1789 : Robespierre fait décréter fêtes nationales les dates de la prise de la Bastille, de l'arrestation du roi le 10 août 1792, l'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, et l'arrestation des députés girondins à la Convention, le 31 mai 1793.

Cependant on observe alors une rupture : non seulement la colonne de Palloy ne voit pas le jour mais, plus encore, la Convention décide, le 25 avril 1793, que le coffre qui a été scellé le 14 juillet 1792 doit être retiré et que les « monuments » qui s'y trouvent (la copie de la première Constitution en particulier) doivent être « *brisés comme présentant des caractères contraires au système général de la liberté, de l'égalité, de l'unité et de l'indivisibilité de la République* ». Ce nouvel arasement de la place provoque la disparition des dernières reliques de la Bastille remplacées par un tout autre projet, celui de la fontaine de la Régénération qui entend symboliser une renaissance complète du régime et des hommes, mais sans la Bastille désormais.

L'édification de la « fontaine de la Régénération » est une parfaite illustration de ce glissement, remplaçant la symbolique de la Liberté par celle de la Nature, au travers d'une statue d'inspiration égyptienne représentant la déesse Isis faisant jaillir l'eau de ses seins. Cette fontaine n'entretient plus aucun lien réel avec le souvenir de l'attaque du 14 juillet et la célébration de la prise des Tuileries remplace celle de la Bastille. Nous sommes donc bien loin de la signification de la place telle qu'on l'imaginait quelques années plus tôt.

Sous le Directoire, et jusqu'à l'Empire, si l'on continue à fêter le 14 juillet, les célébrations se jouent néanmoins désormais au jardin des Tuileries et ce n'est plus l'insurrection populaire qui est célébrée. C'est véritablement l'année 1797 qui marque une rupture lorsque l'on organise la première cérémonie militaire. En l'occurrence, le peuple insurgé se trouve remplacé par l'ordre de la discipline militaire. Confirmant cette inexorable tendance à chasser le souvenir de l'insurrection populaire, en 1799 la Bastille disparaît complètement du discours politique, le 14 juillet ne marquant plus la fête de la " liberté " mais celle de la " Concorde ". La place est alors rasée... qu'en faire ?

Napoléon confirme la tendance annoncée dès le Directoire. Pour lui il est nécessaire de faire passer le site de la Bastille dans les oubliettes de l'histoire. C'est alors que se dessine un nouveau projet pour la place : celui d'une fontaine constituée d'un bassin circulaire au centre duquel est édifié un éléphant de bronze, portant un howdah (sorte de palanquin) en forme de tour. Cette fontaine s'intègre alors dans la politique plus générale de vastes travaux urbanistiques entrepris par l'empereur. Le projet ne sera cependant jamais mené à son terme. Les travaux prennent du retard et ne commencent qu'en 1813, si bien que seule une maquette de l'éléphant sera réalisée avant l'abdication de l'empereur.

Le régime de la Restauration entend ensuite faire oublier la journée populaire du 14 juillet. Le projet d'éléphant est abandonné, remplacé par une allégorie de la Ville de Paris en marbre. Les travaux ne seront,

eux non plus, jamais mis en œuvre, interrompus un mois plus tard par la Révolution des Trois Glorieuses. La place reste donc une sorte d'espace béant, dont on ne sait véritablement que faire...

Les « Trois Glorieuses » de Juillet 1830 permettent à Louis-Philippe d'accéder au trône. La volonté du nouveau monarque de se rapprocher du peuple l'amène à remettre à l'honneur la place de la Bastille, en décidant d'y célébrer la mémoire des martyrs de 1830. Le 10 décembre de la même année, Louis-Philippe signe donc la loi ordonnant qu'« un monument serait élevé sur la place de l'ancienne Bastille en l'honneur des citoyens morts dans les journées des 27, 28 et 29 juillet 1830 ». La colonne prend place sur le bassin circulaire et le piédestal construits pour la fontaine de l'éléphant.

Pour autant, le projet de l'éléphant n'est pas totalement abandonné. Ce n'est qu'en 1846 que celui-ci, dégradé par les intempéries, est définitivement détruit, pour laisser place à la colonne enfin seule sur la vaste place. Celle-ci est inaugurée le 28 juillet 1840, à l'occasion d'une cérémonie au cours de laquelle les cendres des 504 martyrs de Juillet sont déposées dans des caveaux sous la colonne.

Quelques années plus tard, lors de la Révolution de 1848, la place retrouve sa fonction symbolique quand, le 27 juillet, le trône de Louis-Philippe est brûlé au pied de la colonne, avant que la nouvelle République y soit proclamée. Pour autant, il est remarquable qu'à mesure que le souvenir du 14 juillet s'affirme, c'est la réalité de la Bastille et de l'événement même de 1789 qui disparaît peu à peu. Comme nous l'avons mentionné, la fête nationale actuelle, décrétée en 1880, commémore la Fédération de 1790, et non pas directement l'assaut de la forteresse, le 14 juillet s'éloignant inexorablement de la Bastille.

Illustration de cette tendance, en 1889, à l'occasion du centenaire de la Révolution et de l'Exposition universelle, ce n'est qu'une Bastille en miniature qui sera présentée sur le Champs-de-Mars, comme si le souvenir de la Bastille devenait indépendant de son cadre même.

Conclusion : le paradoxe de la Bastille

Tout le paradoxe de la Bastille semble être résumé ici : on célèbre certes le 14 juillet, mais la place de la défunte forteresse semble avoir perdu sa signification. Aujourd'hui encore, cette étonnante contradiction perdure : le 14 juillet est fêté par tous et partout, mais, à Paris, le défilé militaire se fait sur les Champs-Élysées et le feu d'artifice est allumé depuis le Trocadéro. Il n'en reste pas moins que la Bastille, même disparue, continue, depuis plus de 200 ans, à fédérer et rassembler les Français soucieux de défendre leurs libertés et de rappeler leur attachement à ce lieu au fondement de notre culture politique.